AMBASSADE
DE FRANCE
EN ARMÉNIE
Liberté
Égalité
Fraternité

http://www.ambafrance-am.org

https://twitter.com/ambafr_armenie

Service de Presse

Revue de la presse arménienne du 27 au 30 novembre 2020

Deuxième avion humanitaire français, visite de Jean-Baptiste Lemoyne/ La presse rend compte de la visite de deux jours du Secrétaire d'État, Jean-Baptiste Lemoyne. Le Secrétaire d'État, aux côtés du directeur du Centre de crise et de soutien, Éric Chevallier, de l'Ambassadeur de bon volonté pour l'Arménie, Youri Djorkaeff, de la Présidente de la Fondation Aznavour, Kristina Aznavour, a accompagné le deuxième avion affrété par le gouvernement français transportant de l'aide humanitaire pour les populations touchées par la guerre. La délégation a transmis l'aide gouvernementale au Ministre de la santé et s'est rendue dans les hôpitaux d'Erebuni et des grands brûlés pour remettre personnellement l'aide destinée à ces deux établissements. La délégation s'est aussi rendue à la capitale spirituelle de l'Arménie, Edjmadzine, où elle a remis à la Mairie des kits d'hygiène destinés aux réfugiés se trouvant dans cette ville. Jean-Baptiste Lemoyne s'est entretenu avec le Premier ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Catholicos. Lors d'une conférence de presse, la délégation a présenté l'action humanitaire de la France. Jean-Baptiste Lemoyne a souligné qu'il s'agissait d'une action souhaitée par le Président de la République et que cette aide serait continue. Notamment, il y aura d'autres avions humanitaires et une coopération sera établie entre les hôpitaux d'Erevan et ceux de Paris, Marseille et Lyon. Il a comparé la situation actuelle avec celle qui avait suivi le tremblement de terre dévastateur de 1988 en Arménie et a rappelé les paroles de la chanson d'Aznavour écrite à cette époque « *Après l'hiver, après l'enfer, poussera l'arbre de vie* ». Lemoyne a souligné le rôle joué par la Fondation Aznavour pour la collecte de l'aide du deuxième avion. Kristina Aznavour a présenté à la presse l'action de la Fondation et a remercié le gouvernement français pour son soutien. Djorkaeff a, à son tour, déclaré que cette aide et la délégation symbolisaient l'attitude de la France à l'égard de l'Arménie amie. Répondant aux question des journalistes, le Secrétaire d'État a déclaré que la France avait étudié la déclaration du 9 novembre et qu'elle ne contenait pas certains points, notamment sur le retrait des mercenaires, l'éventuel statut du Haut Karabakh, la protection du patrimoine arménien. Selon Lemoyne, ces points doivent être discutés lors des négociations dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE et la poursuite des négociations est nécessaire. D'après le Secrétaire d'État, la France attend de la Turquie qu'elle retire les mercenaires. Elle discute avec ses partenaires européens des éventuelles sanctions contre la Turquie. Il a rappelé que le Président français était le premier à dénoncer l'utilisation des mercenaires. Lemoyne a souligné que la question de la protection du patrimoine arménien au Karabakh était au centre de l'attention de la France et elle travaillait sur cette question avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales.

La question des prisonniers de guerre continue d'être la préoccupation principale de la presse et la société arménienne/ Les manifestations des familles et des proches des prisonniers de guerre et des personnes disparues continuent tous les jours devant le gouvernement. L'Ombudsman du Karabakh a déclaré que les corps de plus de 400 militaires arméniens étaient déjà récupérés ou échangés. Selon lui, la partie azerbaïdjanaise retarde délibérément et criminellement le processus d'échange des captifs, tout en publiant constamment de nouvelles vidéos attestant du traitement inhumain des prisonniers de guerre et des civils arméniens, dans le but d'aggraver la tension interne et la souffrance de la société arménienne. Nikol Pachinian a reçu le 27 novembre les représentants du CICR conduits par Claire Meytraud, chef de la délégation du CICR en Arménie. Pachinian a fait part de ses préoccupations quant au volume de travail sur le retour des prisonniers, la recherche des personnes disparues et des corps des morts. Il a souligné la nécessité d'augmenter les ressources du CICR, y compris les ressources humaines, et a noté que le gouvernement arménien était également prêt à tout mettre en œuvre pour faciliter la mise en œuvre la plus efficace et la plus rapide de ces travaux. Claire Meytraud a informé le Premier ministre de l'état d'avancement des travaux et a noté la présence de zones minées, ainsi que les mauvaises conditions météorologiques, comme des obstacles à l'accélération des travaux de recherche. En outre, la presse rend compte de la déclaration de la représentante du bureau du CICR en Arménie, Zara Amatuni, selon laquelle les rapports affirmant que l'Azerbaïdjan détient 150 prisonniers de guerre arméniens sont des faux. Elle n'a cependant pas révélé le nombre réel déclarant que seules les parties au conflit étaient autorisées à le révéler. Selon elle, le CICR, en tant qu'organisation neutre, aide les parties au conflit à parvenir à un accord sur l'échange

des prisonniers de guerre, mais les décisions et les délais sont décidés par les parties. Le chef du groupe parlementaire « Arménie lumineuse » a appelé à la création d'une commission trilatérale composée de représentants de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan pour traiter du rapatriement des prisonniers de guerre. L'intelligentsia arménienne a organisé une marche dimanche pour remettre à l'Ambassade russe une lettre appelant à l'action sur la question des captifs arméniens. Ils ont également exprimé leur inquiétude quant aux rapports selon lesquelles Bakou veut faire défiler de force les prisonniers de guerre arméniens lors d'un défilé militaire. Les organisateur ont déclaré vouloir remettre des lettre semblables aux deux autres Ambassades des pays coprésidents du groupe de Minsk [France, États-Unis] et aux ambassades du Royaume-Uni et de la Chine.

Question des nouvelles frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan/ La presse a publié le 27 novembre des reportages affirmant que les troupes azerbaïdjanaises ont franchi la porte entre la région de Gegharkunik et la région de Karvachar et sont entrées dans la zone de la mine d'or de Sotk. Ces reportages ont suscité l'inquiétude du public et de vives critiques de l'opposition. L'Ombudsman arménien a partagé ces inquiétudes et a appelé les autorités à expliquer les solutions spécifiques envisagées concernant les frontières de l'Arménie. Le Ministère de la Défense a nié ces informations. Dans un communiqué, le MAE arménien a déclaré que le 27 novembre, les forces armées d'Arménie et d'Azerbaïdjan avaient « *spécifié le déploiement de facto de postes de contrôle militaires temporaires afin de mener à bien la mission de combat* ». « *La démarcation et la délimitation de la frontière de l'État est un processus long et complexe mené par des commissions interministérielles et des groupes de travail conjoints dans le cadre des négociations interétatiques suivies de la signature des documents internationaux pertinents* » dit le MAE. Le gouverneur de la région du Gegharkunik a également déclaré qu'il n'y avait pas de soldats de l'armée azerbaïdjanaise à l'intérieur des frontières de l'Arménie. Selon lui, conformément à l'accord trilatéral du 9 novembre, des travaux « *d'ajustement frontalier sont effectués dans certaines zones de la région de Gegharkunik* » avec la participation des parties arménienne, russe et azerbaïdjanaise. Le gouverneur de la région du Tavush en Arménie a qualifié de désinformation les rapports selon lesquels certains villages de cette région seraient sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Selon le chef de l'administration régionale de Kashatagh, après avoir reçu des garanties de sécurité, l'évacuation des habitants des villages de Berdzor, Aghavno et Sus de la région de Kashatagh du Karabakh est arrêtée et ces zones resteront sous contrôle arménien.

Adresse à la nation du Premier ministre/ Dans une adresse à la nation le 27 novembre Nikol Pachinian a déclaré que « *des groupements bien connus* » en Arménie, ainsi que des forces extérieures tentaient de créer un semblant d'anarchie et de semer le chaos dans le pays. Selon lui, ces forces veulent emmener la guerre en Arménie et, utiliser des mitrailleuses et des groupes criminels afin de laisser le pays en chute libre et assurer leur retour au pouvoir en tant que sauveurs. Pachinian a déclaré que les autorités ne le permettraient pas « *non pas parce que nous nous accrochons au pouvoir, mais parce que le peuple ne le veut pas* ». Selon lui, ces forces ont notamment propagé de fausses rumeurs selon lesquelles le gouvernement aurait cédé des territoires de la région de Gegharkunik à l'Azerbaïdjan. Selon lui, les Forces armées d'Arménie devraient être déployées à la frontière soviétique de la République d'Arménie dans la région de Gegharkunik. Quant à la mine d'or de Sotk, selon Pachinian, elle est en partie situé sur le territoire de l'Arménie soviétique, en partie sur le territoire de l'Azerbaïdjan soviétique. « *En général, la démarcation est un processus assez compliqué et, que cela nous plaise ou non, elle devrait avoir lieu non seulement avec la participation des soldats de la paix russes, mais aussi des représentants de l'Azerbaïdjan* ». Pachinian a déclaré qu'il y avait « *des nuances* » dans les accords du 9 novembre « *qui contiennent des questions problématiques, mais un travail diplomatique actif est en cours sur toutes ces questions, et nous finirons par trouver des solutions appropriées* ». Pachinian a rappelé que ces accords impliquaient également la réouverture des communications de transport dans la région ce qui, selon Pachinian, peut changer l'image non seulement de la région, mais aussi celle de l'Arménie.

Les autorités se rendent à Moscou/ Le Président Armen Sarkissian est parti à Moscou pour une « *visite privée* ». La presse indique que Nikol Pachinian partira également pour Moscou. Les dates n'ont pas été communiquées, mais Pachinian a signé une décision envoyant le chef de son protocole à Moscou du 30 novembre au 4 décembre pour organiser et conduire la visite. Pachinian a déclaré sur Facebook avoir eu deux conversations téléphoniques avec le Président russe le 27 novembre. « *Les sujets de discussion comprenaient des questions relatives aux implantations du corridor de Lachine, aux personnes disparues, aux opérations de recherche, à l'échange des cadavres, aux prisonniers de guerre, au déploiement et à la délimitation des forces de maintien de la paix, ainsi qu'au déblocage des communications de transport dans la région* » a déclaré Pachinian en ajoutant que ces discussions ont lieu régulièrement.

Pachinian rejette les accusation de trahison/ Nikol Pachinian a fait ce weekend deux longues publications sur Facebook. Dans la première, Pachinian insistait qu'en 2011 à Kazan, l'Arménie était prête à céder les 7 régions en échange d'un statut intérimaire et d'un nouveau référendum sur le statut du Karabakh, mais l'Azerbaïdjan n'avait pas accepté et avait présenté de nouvelles exigences. Selon lui, au moment de sa venue au pouvoir en 2018, la question du Karabakh était déjà dans une impasse, pour laquelle il n'y avait qu'une seule issue : la remise inconditionnelle des territoires, sans garantie que l'Azerbaïdjan ne fasse pas de nouvelles demandes. Pachinian a rejeté les accusation selon lesquelles il a trahi le pays. Quant à la possibilité d'arrêter la guerre plus tôt, selon lui, le prix à payer était le même : la remise des 7 régions. « *Si la remise de 3 régions dans des conditions de menace mortelle pour la perte de Chouchi et Stepanakert est une trahison, comment la remise de 7 régions dans des conditions relativement meilleures ne pourrait-elle pas être une trahison ?* ». Quant aux priorités actuelles, selon lui, c'est la stabilisation de la situation et la question des captifs et des personnes disparues. Dans la deuxième publication, il a décrit les évènements qui ont précédé la signature de la déclaration du 9 novembre et a insisté qu'il en avait parlé aux forces d'opposition. Pachinian a déclaré aussi qu'il avait présenté au Président russe les raisons pour lesquelles il était contre céder Shushi et Poutine aurait répondu que c'était logique, et qu'il « *n'était pas conscient de certaines subtilités* ».

Déclarations russes/ La représentante du MAE russe, Maria Zakharova, a déclaré que des spécialistes militaires travaillaient actuellement sur la question des militants étrangers dans la région du Karabakh et que ce sujet était sous la surveillance constante des militaires russes. Le MAE russe s'est aussi félicité de la déclaration sur le Karabakh des ONG internationales engagées dans la protection du patrimoine culturel, historique, architectural et religieux. Le Ministère russe des situations d'urgence a déclaré envisager de transporter l'aide humanitaire au Karabakh par voie ferroviaire. Selon ce Ministère, ses équipes continueront à superviser la rénovation des immeubles d'habitation du Karabakh avant le début de l'hiver. En outre, plus de 60 médecins russes sont arrivés à Stepanakert pour porter assistance à la population. Citant le quotidien russe *Izvestia,* la presse locale indique que des drones Leer-3 seront utilisés au Karabakh pour fournir des informations à la population locale lors d'opérations humanitaires. Selon la presse, les Leer-3 ont effectué des tâches similaires en Syrie. La première école a rouvert vendredi à Stepanakert après la récente guerre. Le panneau à l'entrée de ladite école porte l'inscription « *Merci à la Russie* ». Des rapports sont en cours de préparation sur la mort soudaine d'un soldat russe à la base militaire russe 102 de Gumri. Selon la commission du commandement de la base militaire russe aucune trace de violence n'a été trouvée sur le corps du soldat.

La loi martiale reste en vigueur/ La majorité parlementaire pro gouvernementale a bloqué l'initiative de l'opposition sur la levée de la loi martiale. Selon le parti au pouvoir, la loi martiale est toujours nécessaire pour le redéploiement en cours des unités de l'armée arménienne le long de la frontière arménienne. L'opposition a cependant déclaré que les restrictions de ce régime impactaient les fondements de la démocratie et avaient des conséquences économiques négatives. Le groupe « Arménie lumineuse » a déclaré qu'après la levée de la loi martiale, ils lanceraient le processus d'expression du manque de confiance à l'égard du Premier ministre.

Nominations au gouvernement/ Le fondateur et directeur général de la plus grande entreprise de livraison alimentaire d'Arménie, Menu.am, Vahan Kerobian, a été nommé ministre de l'économie. Il est le sixième nouveau membre du cabinet nommé par Pachinian au cours de la semaine dernière. Par décision du premier ministre, Armen Ghevondyan a été nommé vice-ministre des Affaires étrangères.

Autres développements/ Le Président du Parlement a envoyé une lettre au Président du Sénat français le remerciant ainsi que les autres membres du Sénat pour l'adoption de la résolution sur le Karabakh. Le Bureau du procureur général d'Arménie a publié un communiqué présentant les preuves de l'implication organisée et coordonnée de terroristes et de mercenaires armés dans la guerre du Karabakh. Le Bureau du procureur a aussi publié un autre communiqué sur de nombreux monuments historiques et culturels détruits, endommagés ou profanés par les forces armées d'Azerbaïdjan.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.